

# La case de l'oncle Joe

À propos des scandales de corruption de Joe Biden et du début de la guerre civile

#Ukraine #Biden #China

Presque tout le monde a entendu parler du roman américain «**Uncle Tom's Cabin**». L'histoire raconte les cruautés de l'esclavage en Amérique, il est devenu le deuxième livre le plus vendu après la Bible peu après sa publication initiale en 1852. Dix ans après l'impression, Abraham Lincoln a rencontré l'auteur du livre. Le président américain aurait salué Stowe avec les mots «la petite femme qui a écrit le livre qui a fait cette grande guerre», faisant référence à la guerre civile américaine qui a éclaté principalement en raison de différends sur les législations relatives à l'esclavage.

Plus de 150 ans plus tard, on se souvient de ce roman lorsqu'une tempête a éclaté à l'été 2019 aux États-Unis peu de temps après que l'avocat personnel du président américain **Rudy Giuliani est allé à la presse** pour leur dire qu'il avait réuni des preuves d'une corruption massive impliquant le candidat à la présidence Joe Biden et son fils Hunter au cours des derniers mois.

Pendant son mandat en tant que vice-président américain, Joe Biden avait menacé des responsables ukrainiens de **retenir plus d'un milliard de dollars de garanties de prêt** en 2016, à moins que le procureur général par intérim de l'Ukraine ne soit licencié.

Biden voulait protéger son fils Hunter, qui avait reçu un contrat d'un million de dollars avec la société gazière ukrainienne Burisma Holdings et qui faisait l'objet d'enquêtes en raison de paiements illicites - ou de blanchiment d'argent - qui sont allés de l'Ukraine à la Lettonie, puis à une entreprise à Chypre. Là, les partenaires commerciaux de Hunter Biden étaient le beau-fils de John Kerry Chris Heinz et le neveu de l'ancien patron de la mafia de Boston Whitey Bulger, qui **attendaient avec impatience** l'arrivée des **paiements mensuels** de Hunter **d'environ 80 000 \$ totalisant plus de 3 millions de dollars** d'un pays avec un salaire annuel moyen (non mensuel!) d'environ 20 000 \$.

Lorsque les responsables ukrainiens ont été alarmés par les prétendues routes de l'argent illégal, le père Joe est intervenu et a fait pression sur les responsables du gouvernement ukrainien pour qu'il retienne une garantie de prêt d'un milliard de dollars à moins que le procureur en chef ne soit renvoyé. Joe Biden a mis les Ukrainiens le pistolet sur la poitrine, leur disant qu'ils avaient six heures **pour se débarrasser du procureur général Shokin**. Dans diverses interviews, Joe Biden avait élégamment omis ses liens familiaux avec Burisma Holdings, expliquant à plusieurs reprises à divers médias combien il voulait «aider» l'Ukraine en renvoyant un procureur en chef qui, prétendument, ne ferait pas assez contre la corruption dans ses affaires. pays.



Je me souviens d'avoir convaincu notre équipe que nous devrions fournir des garanties de prêt. J'y suis allé, je suppose que la 12e, 13e fois et je devais annoncer qu'il y a une autre garantie de prêt d'un milliard de dollars. Et j'ai obtenu un engagement de Porochenko [Président Ukraine] et de Yatsenyuk [Premier Ministre Ukraine], ils prendraient des mesures contre un procureur de la République et ils ne l'ont pas fait. Nous sommes donc sortis d'une conférence de presse et avons dit: «Non, nous n'allons pas vous donner le milliard de dollars». Ils ont dit: «Vous n'avez aucune autorité, vous n'êtes pas le président, a déclaré le président». J'ai dit: «Appelle-le!» J'ai dit: «Je vous le dis, vous n'obtenez pas le milliard de dollars». J'ai dit: «Je vais partir d'ici dans six heures», je regarde, je dis: «Je pars dans six heures. **Si le procureur n'est pas renvoyé, vous n'obtenez pas l'argent**». Eh bien, ce fils de pute, il a été viré. Et ils ont mis en place quelqu'un qui était solide ... à l'époque.

Joe Biden au Council on Foreign Relations, 23 janvier 2018

La garantie de prêt en 2016 était cruciale pour l'Ukraine. L'incapacité à obtenir le prêt de Biden **aurait pu précipiter rapidement le pays dans l'insolvabilité** à cette époque.

Le procureur général Shokin, qui a **déclaré sous serment qu'il avait été licencié en raison de ses enquêtes** sur Burisma et Hunter Biden, a été remplacé par un procureur qui a dû abandonner l'affaire. Son Hunter, quant à lui, qui n'avait aucune expérience et aucune connaissance particulière de l'Ukraine et pas de l'industrie du gaz et du pétrole, pourrait rester au conseil d'administration de Burisma Holdings, probablement l' **une des entreprises les plus infectées par la corruption au monde**.

La vérité est que j'ai été forcé de quitter car je menais une vaste enquête sur la corruption dans Burisma Holdings, une société de gaz naturel active en Ukraine et le fils de Joe Biden, Hunter Biden, était membre du conseil d'administration ... À plusieurs reprises, le président Porochenko m'a demandé de jeter un coup d'œil à l'affaire pénale contre Burisma et d'envisager la possibilité de mettre fin aux mesures d'enquête concernant cette société, mais j'ai refusé de clore l'enquête. Par conséquent, j'ai été contraint de quitter mes fonctions, sous la pression directe et intense de Joe Biden et de l'administration américaine. Lors de mes conversations avec Porochenko à l'époque, il a insisté pour que je cesse mes enquêtes concernant Burisma. Quand je ne l'ai pas fait, il a dit que les États-Unis (via Biden) refusaient de débloquer le milliard de dollars promis à l'Ukraine. (**Viktor Shokin dans son témoignage à la cour**)

En outre, des **documents obtenus de responsables ukrainiens** indiquent que quelques jours après le remplacement de Shokin par un nouveau procureur général ukrainien, un groupe de lobbyistes de Clinton sous le nom de «Blue Star Strategies» s'est présenté en Ukraine. Ils ont présenté leurs excuses pour la **«diffusion de fausses informations** par des représentants américains» concernant «l'échec des

réformes au bureau du procureur ukrainien» et donc Shokin, qui a été délibérément qualifié de procureur inadéquat. Ceci apparemment non seulement en raison de l'ingérence politique étrangère de Joe Biden, mais en même temps également **par une rue protestant contre une ONG ukrainienne** qui n'était apparemment financée que par George Soros.



D'autres **conversations par e-mail prouvent** que le groupe «Blue Star Strategies» a demandé à rencontrer le département d'État américain en février 2016, peu de temps après que les procureurs ukrainiens aient fait une descente au domicile du milliardaire propriétaire de Burisma Holdings. Un représentant américain de Burisma **a eu une réunion avec le sous-secrétaire Catherine Novelli** le 1er mars 2016 pour discuter de la fin des enquêtes sur Burisma Holdings et de son illustre liste de membres du conseil, **qui était à l'époque composé de** Hunter Biden, le gestionnaire de fonds de John Kerry, Devon Archer, ex Morgan Stanley et banquier d'investissement Renaissance Capital Alan Apter et - étrangement - l'ancien président polonais Aleksander Kwasniewski.

Plus étrange encore, l'ex-ambassadrice américaine en Ukraine Marie Yovanovitcha **été conseillé par le Département d'État américain** en juin 2016 sur la façon de gérer le problème de Burisma avec élégance lorsqu'il a été interrogé sur Hunter Biden:

Avez-vous des commentaires sur Hunter Biden, le fils du vice-président, siégeant au conseil d'administration de Burisma, une grande société gazière ukrainienne?, A demandé le projet de questions-réponses. La réponse recommandée pour Yovanovitch était: Pour les questions sur le rôle de Hunter Biden dans Burisma, je vous renvoie au bureau du vice-président Biden.

Certains membres du Congrès américain se plaignent plus tard que Marie Yovanovitch avait fait de fausses déclarations lors d'une audience devant le Congrès au **sujet de ses contacts privés avec les démocrates américains**. Elle avait également dicté au procureur en chef ukrainien remplaçant une «liste de non-poursuites», selon les **déclarations du nouveau procureur Yuriy Lutsenko** lui-même. La liste comprenait le fondateur d'un groupe **co-fondé par George Soros et l'administration Obama**. En outre, **les courriels obtenus par Judicial Watch** montrent que le procureur général ukrainien nouvellement inauguré, Lutsenko, a été approché par Karen Tramontano, cofondatrice du groupe «Blue Star Strategies», qui souhaitait lui donner «accès à des la campagne Clinton et appelant [Loutsenko] à rencontrer l'éventuel prochain chef d'état-major présidentiel".

L'ambassade des États-Unis en Ukraine a également **annulé les visas des procureurs ukrainiens** pour les cinq prochaines années, qui avaient l'intention de se rendre aux États-Unis afin de rendre compte de l'ingérence du département d'État américain dans les affaires ukrainiennes. Un ancien membre du

parlement ukrainien **déclaré en 2019 que c'était Joe Biden** en personne qui aurait bloqué son visa pour un prochain voyage aux États-Unis:

Juste avant mon départ pour les États-Unis, j'ai été informé que mon visa avait été annulé en raison de l'implication personnelle du vice-président Joe Biden. Il a appelé personnellement et le visa a été annulé. Je suppose qu'il ne voulait pas que je dise ce que je sais, donc je ne suis pas allé aux États-Unis pour témoigner. (**Ancien député Alexandr Onyshchenko**)

L'ancien député ukrainien **Onyshchenko a été arrêté le 29 novembre 2019 en Allemagne** avant de se rendre aux États-Unis pour témoigner contre la corruption de Biden. L'arrestation a été exécutée par le procureur général d'Oldenburg dans le nord de l'Allemagne. NABU, la corruption criblée et George Soros, organisation de remplacement de la justice contrôlée en Ukraine, auraient d'abord contacté les autorités fédérales allemandes et qui avait ordonné une arrestation dans la ville allemande d'Achim sans grande hésitation et donc au nom de la politique colportant des oligarques en Ukraine.



Déjà en 2016, Onyshchenko était prêt à fournir des informations au gouvernement américain sous la direction d'Obama. Un document du ministère de la Justice de cette année indique que l'ancien membre du parlement ukrainien devait témoigner contre la corruption de Biden aux États-Unis. **Le document a été signé le 29 novembre 2016**, au jour exactement trois ans avant qu'Onyshchenko ne soit apparemment «arrêté» le 29 novembre 2019 en Allemagne au nom du NABU et a été signé par des membres de la fraude section du ministère américain de la Justice sous la direction d'Andrew Weissmann à l'époque:

J'appelle M. Weissmann le garçon de l'affiche pour faute de poursuite. (Sidney Powell, auteur et ancien procureur et avocat du MJ pour diverses affaires de poursuites fédérales américaines **concernant Andrew Weissmann**)

U.S. Department of Justice  
Criminal Division

11/29/16

November 29, 2016

John R. Sandweg, Esq.  
1401 H Street, NW #875  
Washington, DC 20005

Re: Aleksander Onisichenko

Dear Mr. Sandweg:

You have indicated that your client, Aleksander Onisichenko (hereinafter "Client"), is interested in providing information to the government.

With respect to the meeting between the government, Client and yourself, currently scheduled for November 29, 2016 (hereinafter "the meeting"), the government will be represented by a prosecutor from the U.S. Department of Justice, Criminal Division, Fraud Section, and agents from Homeland Security Investigations. The terms of this letter do not bind any officer or component of the U.S. Department of Justice other than those identified in the preceding sentence. The following terms and conditions apply to the meeting:

(1) **THIS IS NOT A COOPERATION AGREEMENT.** Client has agreed to provide information to the government, and to respond to questions truthfully and completely. By receiving Client's proffer, the government does not agree to make any motion on Client's behalf or to enter into a cooperation agreement, plea agreement, immunity agreement or non-prosecution agreement with Client. The government makes no representation about the likelihood that any such agreement will be reached in connection with this meeting.

(2) Should Client be prosecuted, no statements made by Client during the meeting will be used against Client in the government's case-in-chief at trial or for purposes of sentencing, except as provided below.

(3) The government may use any statement made or information provided by Client, or on Client's behalf, in a prosecution for false statements, perjury, or obstruction of justice, premised on statements or actions during the meeting. The government may also use any such statement or information at sentencing in support of an argument that Client failed to provide truthful and complete information during the meeting, and, accordingly: (a) that under the United

(12) This document embodies the entirety of the agreement between the government and Client to provide information and evidence. No other promises, agreements or understandings exist between Client and the government regarding Client's provision of information or evidence to the government.

(13) Client and Client's attorney acknowledge that they have read, fully discussed and understand every paragraph and clause in this document and the consequences thereof.

Dated: 11/29/16  
At: DC

Aleksander Onisichenko  
John R. Sandweg  
Attorney for Client

ANDREW WEISSMANN  
Chief, Fraud Section  
Ephraim (Fry) Wernick  
Trial Attorney  
Fraud Section

Dates of Continuation

Initials of counsel, Client and government attorney

De plus, une organisation nommée USAID voulait lancer **un projet d'énergie propre avec Burisma Holdings** en utilisant l'argent des contribuables américains. George Kent, un employé de l'ambassade américaine à Kiev, a empêché un tel projet avec la corruption infectée Burisma Holdings littéralement à la dernière minute. Ce même **George Kent avait également signé en avril 2016 une lettre** aux procureurs ukrainiens, les exhortant à cesser d'enquêter sur le «Centre d'action anti-corruption» financé par Obama et Soros en Ukraine. De plus, fin 2019, les procureurs ukrainiens affirment avoir trouvé des **preuves de stratagèmes massifs de blanchiment d'argent** impliquant le propriétaire de Burisma Mykola Zlochevsky, deux anciens présidents ukrainiens et une organisation proche du parti démocrate américain. Environ 7,6 milliards de dollars de fonds destinés au public ukrainien auraient été blanchis à la chaux pour un usage personnel pendant plusieurs années.

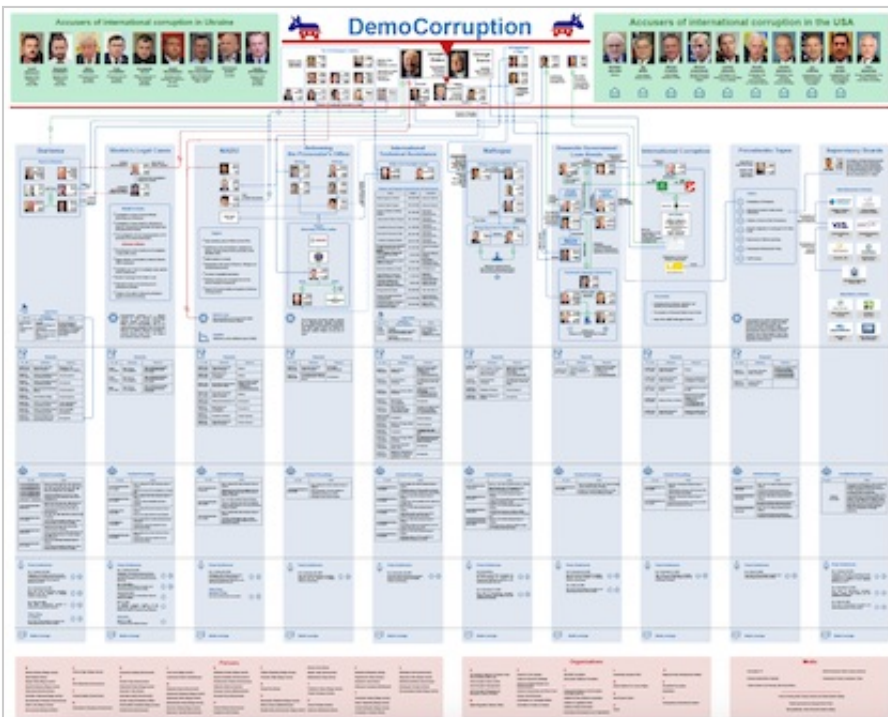
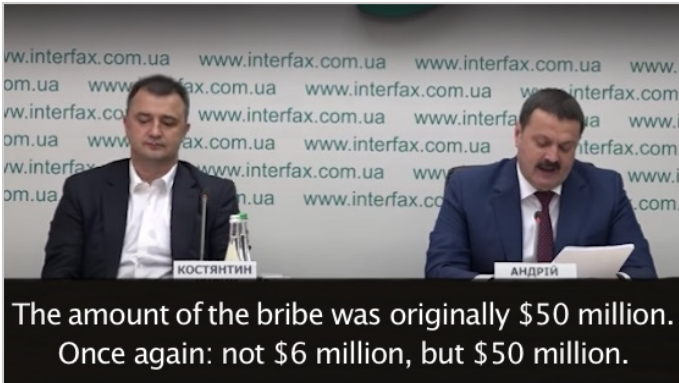
En avril 2014, peu de temps après le transfert d'environ 1,8 milliard de dollars du département du Trésor américain à la banque privée ukrainienne détenue par l'oligarque ukrainien Kolomojskyj, cet argent a été blanchi via Chypre et la Lettonie par le biais de 52 organisations fictives qui ont toutes fait défaut en même temps. Les **1,8 milliard de dollars n'ont pas été comptabilisés** depuis, Kolomojskyj a été nommé gouverneur d'une région de l'Ukraine de l'Est peu de temps après et a probablement financé deux bataillons de l'armée avec lui afin de «protéger» les réserves de gaz de l'Ukraine dans la région de Dnipropetrovsk:



Les procureurs ukrainiens porteraient également le montant total des paiements pour Hunter Biden à

16,5 millions de dollars à la fin de 2019. L'argent supplémentaire proviendrait du propriétaire de Burisma, Zlochevsky, et avec «d'argent collecté par des moyens criminels et de blanchiment d'argent ... de l'argent volé à des citoyens [ukrainiens]», selon le bureau ukrainien du procureur général.

Victor Shokin a également **déposé une plainte fédérale** en Ukraine contre Joe Biden, et vers le milieu de 2020, les procureurs locaux d'Ukraine ont confisqué 6 millions de dollars en espèces qui étaient **prétendument destinés à corrompre de hauts responsables ukrainiens** pour arrêter une nouvelle fois l'enquête sur Burisma Holdings. Peu de temps après, le bureau du procureur général en Ukraine a **publié des informations importantes** concernant le scandale massif de Burisma, l'implication de Joe Biden et de l'ancien président ukrainien Porochenko, et une tableau «Demo-Corruption»:



En septembre 2020, le Comité du Sénat américain sur la sécurité intérieure et les affaires gouvernementales **publie un rapport intéressant** avec encore plus de révélations en partie choquantes

concernant Hunter Biden et Burisma:

Hunter Biden a reçu un virement électronique de 3,5 millions de dollars d'Elena Baturina, l'épouse de l'ancien maire de Moscou ... Hunter Biden a payé des femmes non-résidentes ressortissantes de la Russie ou d'autres pays d'Europe de l'Est et qui semblent être liées à une «prostitution d'Europe de l'Est ou réseau de traite des êtres humains».

(Rapport du Sénat américain sur la corruption Biden et Burisma)



De plus, des **révélations plus qu'irritantes concernant le passé de Hunter Biden** sont dévoilées quelques semaines avant les élections américaines d'octobre 2020. Des milliers de courriels et d'images, que le FBI et le directeur du renseignement national **confirment explicitement ne pas être le résultat de la désinformation russe**, révèlent l'implication et l'enchevêtrement profonds de Joe et Hunter Biden dans et avec le Ukraine et Chine:

Nous n'avons partagé aucune information avec le président Schiff, ni avec aucun autre membre du Congrès, selon laquelle l'ordinateur portable de Hunter Biden faisait partie d'une campagne de désinformation russe, c'est tout simplement faux. (Directeur du renseignement national **John Ratcliffe en octobre 2020**))

D'autres révélations de transactions internationales de haut niveau construites par la famille Biden sont révélées fin octobre 2020, lorsqu'un ancien associé de Hunter Biden se présente devant les caméras de télévision après avoir été accusé par la campagne Biden de diffuser de la "désinformation russe":



En plus de tout cela, certains révèlent que Hunter Biden aurait mis en ligne des vidéos sexuelles sur **son site de hub porno personnel**.

Le bureau du procureur général ukrainien et le député Derkach ajoutent peu après Noël 2020 à leurs révélations un an plus tôt, rendant publiques des conversations téléphoniques supplémentaires entre Joe Biden et l'ancien président ukrainien Porochenko et étendant les allégations de corruption causées par les États-Unis et Obama:



Étrangement, le montant le plus élevé de dons versés à la Fondation Clinton à peu près au même moment **était également associé à des personnes venant d'Ukraine**.

Joe Biden **n'a pas beaucoup dérangé avant ni après son mandat en Ukraine** qu'il aurait pu abuser de sa position en tant que deuxième plus haut fonctionnaire du gouvernement américain à colporter une influence politique massive pour des gains familiaux personnels.

Pas assez, une entreprise similaire impliquant la famille Biden s'est produite environ deux ans avant les événements en Ukraine en Chine et avec la Chine. Cette fois, la société **Rosemont Seneca Partners** de Hunter Biden a **reçu 1 milliard de dollars de la Banque de Chine** dix jours après la visite de Joe, Hunter et de sa fille Finnegan Biden en Chine, où Joe Biden a même rencontré le président chinois Xi:





Un fonds d'investissement pour le premier milliard de dollars (et non un million!) - porté ensuite à 1,5 milliard de dollars - a été créé et nommé «Bohai Harvest RST (BHR)», reflétant les noms des parties participantes Bohai (Chine), RS (Rosemont Seneca) et T (Thornton Group). Hunter Biden n'a aucune expérience ni aucune connaissance particulière du secteur de l'investissement. Au contraire, il a dû subir de multiples traitements médicamenteux douloureux après que des **dépendances** apparentes à des drogues de haut niveau, non limitées à la cocaïne, aient été identifiées pendant de nombreuses années, également à peu près au même moment du don extrêmement généreux d'un milliard de dollars de la banque du gouvernement chinois.

Ce fut l'honneur de ma vie de servir dans l'US Navy, et je regrette profondément et suis gêné que mes actions aient conduit à ma libération administrative. Je respecte la décision de la Marine. Avec l'amour et le soutien de ma famille, je vais de l'avant. (**Hunter Biden après avoir été libéré de la Marine** le 14 février 2014)

Fait intéressant, Joe Biden a annoncé sa candidature à l'élection présidentielle américaine en 2020 peu après **le rassemblement alpin annuel de nombreuses élites mondialistes** à Davos, en Suisse et à Munich, en Allemagne.

Lors de la conférence sur la sécurité de 2019 à Munich, Biden a déclaré lors de son discours de nomination à l'hôtel Bayerischer Hof que, selon lui, «l'Amérique est un embarras». Il a également discuté de la façon dont la «coopération» et le «multilatéralisme» seraient les seuls moyens de résoudre les problèmes outre-Atlantique, en mentionnant l'OTAN en particulier, ainsi que l'Ukraine:

En nous rappelant aux États-Unis et je dirais respectueusement en Europe, qu'il n'y a pas un seul défi que vous mentionnez, que nous puissions relever seuls, que chacun de nous puisse relever seul. Je veux dire que dans un sens littéral, pas hyperbole. Et chacun de ces éléments nécessite une coordination, un rapprochement, un consensus pour pouvoir agir en tant que communauté, pas seulement en tant que nation.



Le géant du gaz ukrainien Burisma n'est pas seulement un ami des Biden, soit dit en passant, mais aussi d'un **groupe de réflexion de Washington, DC nommé «Atlantic Council»**, un consortium de politiciens américains et européens influents. **Burisma Holdings, criblé de corruption, fait don d'environ 250 000 \$ chaque année** au gang d'élite mondialiste, qui comprend des noms de renom tels que Madeleine Albright, le fondateur de Burisma Holdings, **Mykola Zlochevsky** lui-même et également Victor Pinchuk, l'un des Ukrainiens les plus riches et une Fondation Clinton de 8 millions de dollars. donneur.

Fondé par les géants militaires américains Lockheed Martin et Raytheon, le Conseil de l'Atlantique influence l'OTAN et **embrasse également Joe Biden**, soit dit en passant.

<https://www.sun24.news/fr/la-case-de-loncle-joe-a-propos-des-scandales-de-corruption-de-joe-biden-et-du-debut-de-la-guerre-civile.html>